

Enorme : pour rendre l'islam acceptable, Macron donne les pleins pouvoirs à Zekri, Taché et Bergé !!!

écrit par Christine Tasin | 9 février 2020



Encore du grandiose, encore du Macron tout craché. Encore de quoi décourager les Français, livrés à eux-mêmes, livrés à l'islam.

Ce type est un danger public, un fou à enfermer. Pour lutter contre les excès islamique et nous faire accepter l'islam, **il donne un blanc-seing à un Zekri**, délégué général du CFCM, qui considère que si Mila est égorgée elle l'aura bien cherché, **et aux 2 députés les plus pourris**, traduisez les plus islamophiles, le dhimmi Aurélien Taché et la narcissique Aurore Bergé, toujours à côté de ses pompes.

Récapitulons. Il y a eu des fuites, organisées comme tout ce qui vient de l'Elysée. Macron, depuis des mois, réfléchit à la quadrature du cercle : *comment imposer l'islam en France, comment redorer la vision de l'islam qui se dégrade ô*

combien, comment empêcher les musulmans de devenir rigoristes, islamistes, salafistes, voire terroristes, et, cerise sur le gâteau, comment faire vivre cet « islam de France » dont il rêve toujours ?

Fiat lux ! Il a trouvé.

Pour lutter à la fois contre le communautarisme, contre la radicalisation et pour monter en même temps pour « l'islam de France » en évitant à tout prix l'amalgame entre ces 3 aspects du « problème islam », il suffit de « faire du 3 en 1 » **en répondant « à la demande des Français musulmans qui aspirent à être protégés par la République contre l'islam politique et l'islamisme radical».**

Protégés par la République ? Sont pas capables, sont des petits enfants de 30, 50 ou 70 ans incapables de dire non à l'inacceptable, les musulmans ?

La République pourrait beaucoup pour eux, certes, en fermant les mosquées, entre autres. Mais je crains qu'ils ne voient pas la protection ainsi.

Par ailleurs, Macron prétend que l'immense majorité des musulmans voudrait être protégée contre la radicalisation... ce n'est pas ce que disent les sondages faits à l'occasion de l'affaire Mila...

Simple comme bonjour, et évident... Du Macron ! Lutter contre la radicalisation (comment ????) et, *en même temps*, rapprocher à tout prix les non musulmans des musulmans, en faisant ce qu'il faut pour qu'il n'y ait pas « *d'un côté la communauté nationale et de l'autre la communauté musulmane* ».

Cet imbécile traître ne veut pas savoir que l'islam ne peut pas s'intégrer à la République, que le roi Hassan II en personne l'a déjà expliqué et démontré en long et en large à Anne Sinclair.

Non, Macron se prend pour Merlin, capable de faire des miracles improbables... Parce qu'il l'a décidé, parce qu'il ne veut pas admettre que l'islam est une saloperie, immense, irréversible, irréparable.

Ce s...d a donc décidé d'enfoncer le clou, si l'on en croit le Figaro.

Premier acte, il n'est plus question de lutter contre le communautarisme, qui a même disparu de son discours. Il faut imposer à tout prix la fusion de l'islam dans la République... et imposer à la République l'islam. Adieu les discours alarmistes et autoritaires après l'affaire Harpon. Adieu la nécessité de signaler qui porte la barbe, qui fait la prière de façon ostensible...etc. L'heure est à la ~~réconciliation~~ dhimmitude poussée au plus haut degré.

.

[...]

Emmanuel Macron va faire reposer sa stratégie sur deux nouvelles jambes: «

Le rétablissement de l'ordre républicain» d'un côté, et « *la lutte contre le séparatisme*» de l'autre.

Certains y verront un revirement. D'autres – notamment l'Élysée – préféreront parler d'un «*réordonnement de la stratégie*». Une chose est sûre: il s'agit en tout cas d'un changement. **«Le président assume désormais de travailler en réarticulant la lutte contre la radicalisation, l'endiguement du communautarisme, et la structuration de l'islam en France»**, confie l'un de ses interlocuteurs réguliers sur le sujet.

[...]

Des annonces qui restent encore secrètes

Désormais, Emmanuel Macron va faire reposer sa stratégie sur deux nouvelles jambes: «*Le rétablissement de l'ordre républicain*» d'un côté, et «*la lutte contre le séparatisme*» de l'autre. Pour y parvenir sans fracturer le pays et courir le risque de nourrir la stigmatisation, le président de la République veut placer sa démarche sous le signe d'une «*réponse à la demande des Français musulmans qui aspirent à être protégés par la République contre l'islam politique et l'islamisme radical*». En clair: éviter à tout prix de monter ce qui serait «*la communauté nationale*» contre ce qui serait «*la communauté musulmane*».

En attendant le contenu précis des annonces d'Emmanuel Macron, qui restent tenues secrètes à ce stade, le président réfléchit à la manière dont il va installer la séquence dans le débat public

[...]

[Contre le séparatisme islamiste, Emmanuel Macron revoit sa stratégie](#)

.

Deuxième acte : reprendre langue avec le CFCM ! On ne sait trop à quoi ont servi et vont servir tous les rapports, toutes les réunions, l'AMIF créée par Karoui et si bien habillée pour l'hiver par Zineb lors de son audition au Sénat.

<https://resistancerepublicaine.com/2020/01/23/enorme-au-senat-zineb-denonce-les-objectifs-islamistes-de-lislam-de-france-de-macron/>

.

Toujours est-il que Macron ne parle plus de l'AMIF, censé inventer un islam de France impossible et se retourne vers le bon vieux CFCM... qui ne sert à rien, et qui ne représente ni les mosquées ni les musulmans si on en croit la faible

participation aux élections de janvier dernier. Et ce n'est pas le remplacement de Boubakeur par le Marocain Moussaoui qui changera quoi que ce soit. D'autant que le délégué général du CFCM n'a pas changé, lui, c'est l'infâme Zekri, qui, en toute impunité, a dit de Mila qu'elle avait bien cherché les menaces... pour ne parler que des menaces. Dans la logique de Boubakeur, d'ailleurs, qui avait porté plainte contre Macron...

.

La préoccupation de Macron n'est pas d'exiger de l'islam qu'il s'adapte à la République mais d'exiger que la République s'adapte à l'islam.

*En attendant le contenu précis des annonces d'Emmanuel Macron, qui restent tenues secrètes à ce stade, **le président réfléchit à la manière dont il va installer la séquence dans le débat public pour la laisser infuser progressivement dans l'opinion.***

.

Pour cela, il compte sur les plus islamophiles des conseillers et députés macroniens. Ceux qu'il juge « les plus en pointe »... tu l'as dit, bourri ! Associés aux maires dhimmis de « territoires perdus de la République ».

.

Bref, tous ceux qui ont échoué à faire respecter les lois de la République et ceux qui depuis bientôt 3 ans hantent les plateaux télé pour faire la promo et la défense de l'islam et pourfendre patriotisme et RN.

.

Le terrorisme qui pose problème, pour Taché ? [Uniquement le terrorisme islamophobe.](#)

Le voile des petites filles, pour Taché ? Bah ! Juste l'équivalent d'un serre-tête...

D'ailleurs, il faut absolument des députées voilées, pour le sieur Taché.

La République dans les quartiers, pour Taché ? Elle doit être déléguée aux musulmans D'ailleurs, pour Taché, il n'y a pas de peuple français...

La loi de 1905, pour Taché ? A la poubelle, elle n'est plus valable puisqu'à présent il y a des musulmans en France.

Taché veut plein de mosquées en France, pour faire découvrir l'islam aux Français...

Quant à la misérable Bergé, qui passe son temps à essayer de détricoter nos valeurs, nos coutumes, nos lois, elle adore l'UE autant qu'elle déteste la France. Aussi midinette et gourdasse que Schiappa, elle voudrait des chats à l'Assemblée, elle qui ne connaît rien à rien passe son temps à donner des leçons aux profs, aux autres députés qui manqueraient de « maturité politique », aux retraités qui doivent la fermer , elle se marre avec ses copains Autain et Castaner pendant l'hommage au colonel Beltrame, elle adore les Chances pour la France, sauf quand ils s'appellent Jean Messiha. Elle n'a qu'une corde à son arc, elle serait pour une loi interdisant le voile aux accompagnatrices voilées... Taché et en même temps Bergé. Tout est normal au sommet de l'Etat. Le mariage de la carpe avec une oreille de lapin...

.

Après avoir envisagé une visite surprise dans un quartier prioritaire de la politique de la ville jeudi, le chef de l'État a décidé d'attendre la troisième semaine de février. À la place, il a discrètement déjeuné, jeudi à l'Élysée, avec une quinzaine d'élus en pointe sur les questions d'islam et de communautarisme. Parmi eux se

trouvaient les députés LREM Aurore Bergé et Aurélien Taché ; les deux successeurs de Manuel Valls à Évry-Courcouronnes (Essonne), à savoir le maire Stéphane Beaudet et le député Francis Chouat ; mais aussi le maire de Trèbes (Aude) Éric Menassi, dont la commune a été frappée par un attentat en mars 2018 ; ou encore François Garay, le maire des Mureaux (Yvelines).

Rien ne va plus, faites vos jeux !